P. 6 Grand format
Un nouveau pôle numérique de La Poste, à Nantes

P. 8 D'intérêt général
Petites communes, financer de grands projets, c'est possible !

P. 15 Traits d'union
La Poste accompagne les collectivités dans l'analyse des besoins sociaux

postéo

PAYS DE LA LOIRE

Le magazine de la dynamique citoyenne des Pays de la Loire — **N° 70** — **Juillet 2025**

le billet de...

Chantal Nonnotte,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Pays de la Loire

C'est avec une grande fierté que je vous adresse ce deuxième édito en tant que déléguée régionale du groupe La Poste. Notre région est dotée d'un écosystème numérique riche et dynamique, ce qui lui confère de réels avantages. En effet, le numérique est au centre de toutes les transitions. Il permet d'optimiser les ressources, de connecter les acteurs locaux et de créer des solutions innovantes pour améliorer la qualité de vie. Il renforce la coopération et la performance territoriales, tout en offrant des opportunités de développement économique et d'inclusion sociale pour notre région.

Lors de la matinée de débats « Agir pour la société – Forum des nouveaux communs », organisée à Nantes, le 25 avril dernier, les échanges ont mis en lumière l'impact du numérique dans la vie des Français. Les intervenants ont rappelé que la confiance numérique est essentielle à une citoyenneté active : elle suppose un cadre garantissant l'usage responsable des données publiques, et favorisant la participation et l'expression de chacun. L'essor des données et de l'intelligence artificielle ouvre aussi des perspectives majeures pour le secteur de la santé. Ce n'est qu'en garantissant la protection des données des patients, la souveraineté numérique et l'éthique que ces technologies pourront améliorer notre système de soins au bénéfice de tous. Si le numérique se révèle être un formidable vecteur de transformation et d'innovation, chaque citoyen doit pouvoir y accéder. C'est pourquoi La Poste agit aux côtés des associations locales pour accompagner les publics vers le numérique, veillant à ce que personne ne soit exclu.

La Maison de l'innovation, inaugurée le 30 avril dernier, affirme la volonté du groupe La Poste de s'inscrire dans l'avenir et dans la coopération. En réunissant ses expertises SI en un lieu unique, il renforce sa capacité d'innovation et confirme son rôle d'acteur clé de la souveraineté numérique, au service des politiques publiques et des citoyens.

LA POSTE GROUPE

postéo PAYS DE LA LOIRE

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Pays de la Loire. **Directrice de la publication :** Chantal Nonnotte. **Directeur de la rédaction :** Gildas Brochard. **Rédactrice en chef :** Hélène Bertin. **Rédacteurs :** Xavier Abert, Virginie de Bettignies, Pauline Jarry, Marie Leroux, Nahima Schorp. **Crédits photo :** Adobe Stock, Lilou Branger, Caisse des Dépôts, Havas Paris, Farrah Legerot, Guillaume Liberge – ville d'Allones, service communication, médiathèque du groupe La Poste, ville de Pornic, Florent Michel, Jean-Claude Moschetti/REA. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, mairie de Boulbon, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.

BAC DE TRI

e-accessibility

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par DocAxess

PAYS DE LA LOIRE

Facteur de fierté

12
bureaux de poste labellisés France services en Pays de la Loire.

PRÉSENCE

De nouveaux espaces France services

Douze bureaux de poste, en région Pays de la Loire, accueillent désormais chacun un espace France services, avec la présence de chargés de clientèle formés pour accompagner les personnes dans leurs démarches administratives en ligne. Le dernier de ces établissements a été inauguré le 12 mars dernier, à L'Aiguillon-la-Presqu'île, en Vendée. Laurent Huger, le maire de la commune, souligne « le travail très apprécié d'Emmanuelle Lorre pour accompagner les usagers dans leurs formalités administratives ». Cet espace permet aux habitants d'être épaulés dans leurs démarches auprès de onze organismes, dont La Poste : France Travail, Cnam, MSA, CAF, Cnav, DGFiP[1], ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Transition écologique (France Énergie), Agence nationale de l'habitat. Une aide de proximité précieuse pour les habitants.

(1) Caisse nationale de l'assurance maladie, Mutualité sociale agricole, Caisses des allocations familiales, Caisse nationale d'assurance vieillesse, Direction générale des finances publiques.

RÉEMPLOI

Des vélos de facteur reconditionnés

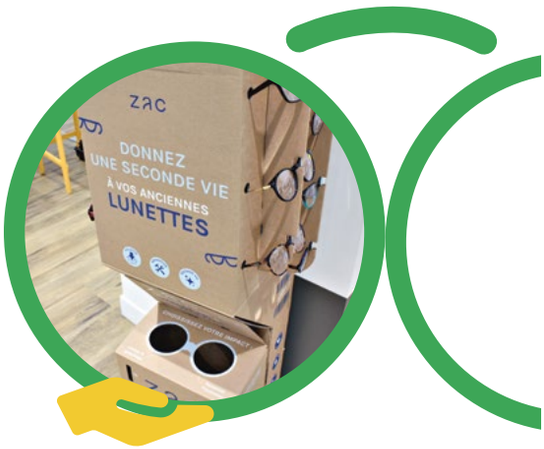
Dix bureaux de poste[1] des Pays de la Loire proposent à la vente d'anciens vélos de facteur à assistance électrique reconditionnés. Ces vélos ont été remis à neuf à Tours, dans les ateliers de Nouvelle Attitude, une entreprise d'insertion par le travail et filiale du groupe La Poste. Conçus pour une utilisation professionnelle, ils sont particulièrement adaptés à la flotte de véhicules des collectivités. Les vélos sont robustes, avec un cadre en aluminium et une assistance au démarrage. Les principaux organes de sécurité, ainsi que la batterie, les chargeurs, la selle, les poignées et les câbles sont neufs. Les vélos et la batterie bénéficient d'une garantie de deux ans et sont proposés au prix de 1 490 euros TTC.

(1) Angers Ralliement, Chalonnes-sur-Loire, Cholet Carteron, Nantes Chantenay, Orvault, Les Sables-d'Olonne, Saint-Jean-de-Monts, Le Mans République, Laval Mendes France et Guérande.

Chiffre clé

300 000

montures ont été collectées en 2024, et 6 tonnes de métal et de plastique ont été revalorisées, en partenariat avec Lunettes de Zac.



RECYCLAGE

C'est vite vu !

100 millions de paires de lunettes dorment dans nos tiroirs. La Poste s'associe à Lunettes de Zac, une entreprise lilloise spécialisée dans le reconditionnement de lunettes inutilisées, pour donner une seconde vie à ces montures. Cette initiative, qui s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire, vise à collecter des lunettes auprès des particuliers et à les reconditionner pour les vendre dans les bureaux de poste. Au total, 4 bureaux de poste des Pays de la Loire participent à cette expérimentation : Saint-Jean-de-Monts, Les Sables-d'Olonne, Pornichet et Pornic. Les lunettes reconditionnées sont disponibles à des prix abordables, contribuant ainsi à réduire l'impact environnemental. Chaque paire de lunettes collectée permet d'éviter 20 grammes de déchets.

COWORKING

De nouveaux espaces de travail à Nantes

La Poste Immobilier, foncière du groupe La Poste, renforce son offre de coworking dans la région nantaise, avec la création de Mitwit, une nouvelle enseigne issue de la fusion de ses filiales Startway et Multiburo. Deux adresses ouvrent à Nantes, l'une face à la Cité des congrès et l'autre à l'est, sur la route de Paris. Ces deux sites sont facilement accessibles en transports en commun et par le train. Mitwit se distingue par son offre d'un environnement de travail sur mesure, alliant confort et bien-être, et d'opportunités de networking[1]. La Poste Immobilier intègre le coworking dans sa stratégie de transformation immobilière, avec un engagement sociétal et environnemental pour des espaces de travail réversibles et à faible empreinte carbone.

(1) Moyen de créer ou de renforcer un réseau de relations professionnelles.

Chiffre clé

41 %

des habitants des Pays de la Loire voient dans le numérique quelque chose de positif, et 70 % se méfient de l'intelligence artificielle.

Source : étude BVA-Xsight-Fondation Jean-Jaurès pour le groupe La Poste-2024 : « Quels communs dans une société française en tension ? »

AGIR

Réfléchir pour la société

Le groupe La Poste a organisé une matinée de débats, le 25 avril dernier, à Nantes. À ses côtés, des experts, des élus, des professeurs et des leaders d'opinion ont échangé sur les grands défis de notre société. À l'ère du numérique, nos sociétés sont en pleine transformation, nous forçant à repenser nombre de leurs fondements : « Comment le numérique redéfinit-il les concepts de confiance et de liberté dans la citoyenneté et la santé ? » Cédric Villani a conclu cette matinée en se questionnant sur l'intelligence artificielle (IA) en tant que bien commun démocratique. Selon le mathématicien : « Dans ce qu'on appelle IA, le buzz est partie intégrante du sujet. Le bien démocratique, lui, se construit sur la confiance et la durée, et la confiance se fait avec le cœur plus qu'avec la tête. »

POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

SOLIDARITÉ

Un lien social renforcé

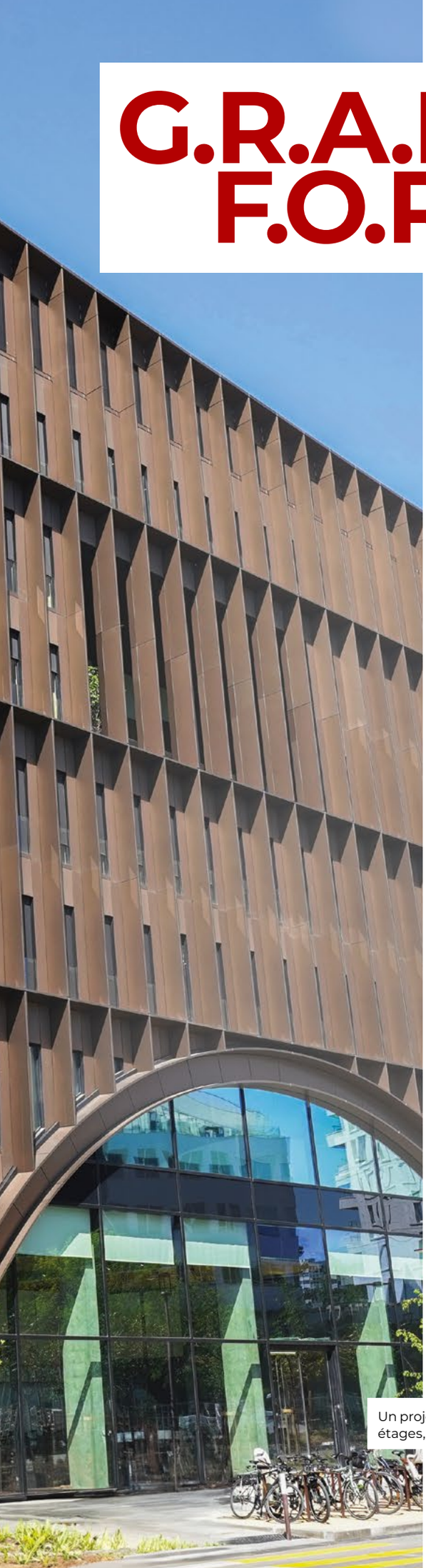
Depuis le mois de mars dernier, la commune de Chahaignes, dans la Sarthe, a mis en place avec La Poste, un service de portage de repas au domicile de ses seniors. « J'ai de bons retours, témoigne Sylvie Vannier, adjointe à la mairie, je suis très contente du service. Les clients sont satisfaits et apprécient la visite du facteur. » Ce dispositif favorise le maintien à domicile des seniors, leur offrant la possibilité de rester dans un environnement familier, tout en bénéficiant d'une alimentation équilibrée. Le facteur assure la livraison des repas préparés avec soin par la cuisine de l'Ehpad "La résidence du parc" à Chahaignes. Chaque passage est une occasion d'échanger quelques mots, de s'assurer du bien-être des bénéficiaires et de réaliser une veille sociale.

La Maison de l'innovation : le nouveau pôle numérique de La Poste à Nantes

Vitrine de la filière des technologies de l'information[1] du groupe La Poste, La Maison de l'innovation réunit, depuis le mois de mars dernier, près de 1 200 informaticiens travaillant sur les projets d'innovation qui concourent à la transformation digitale de l'entreprise. C'est un lieu de travail novateur qui favorise les synergies et la coopération entre les équipes et répond aux nouvelles tendances de travail, avec des espaces variés et conviviaux, dédiés au bien-être et au networking. Construite sur l'île de Nantes, la Maison de l'innovation est non seulement une œuvre architecturale novatrice, mais aussi un projet global, utilisant des solutions innovantes en termes de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Conçu par l'agence Baumschlager Eberle, ce bâtiment « intelligent » cumule 5 labels internationaux RSE. C'est d'ailleurs le plus grand projet en ossature bois de la région Ouest.

(1) L'Information Technology (IT) englobe l'utilisation d'ordinateurs et d'autres appareils pour créer, traiter, stocker et échanger des données électroniques.

G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T



Un projet ambitieux de 15 300 m², sur six étages, construit avec le territoire nantais.

« La Maison de l'innovation du groupe La Poste, en regroupant 1 200 collaborateurs et une grande diversité de métiers du numérique, contribuera ici, à Nantes, à l'ensemble de l'offre numérique de La Poste. Le bâtiment lui-même a été pensé et surtout réalisé dans une logique de durabilité et d'exemplarité sur le plan environnemental. Au cœur de l'île de Nantes et à deux pas du quartier de la création, la Maison de l'innovation s'intègre naturellement dans le secteur Viviani-Tripode, quartier en forte mutation, où il fait bon vivre et travailler. Alors que Nantes a fait depuis plusieurs années le choix du numérique, un écosystème particulièrement dynamique s'est progressivement développé et promeut un numérique responsable, en particulier sur les enjeux de protection des données et de création d'un cadre de confiance. Autant de valeurs également partagées par le groupe La Poste. »

Johanna Rolland,
maire de Nantes, présidente de Nantes Métropole

« Ce projet est une grande fierté pour les équipes de La Poste Immobilier. Il illustre nos convictions et nos savoir-faire pour la construction d'un immobilier responsable, au service de ses occupants et d'une ville durable. Nous l'avons piloté en lien étroit avec le territoire, et ce depuis la consultation pour le choix de l'architecte, car nous étions convaincus qu'il marquerait le quartier par sa présence et son architecture. Nous l'avons également pensé avec les futurs utilisateurs, afin de proposer une organisation fonctionnelle et des espaces de travail répondant aux attentes des collaborateurs. Nous avons mis l'accent sur l'innovation dans les domaines de l'énergie et du bas carbone. La toiture accueille un espace dédié à l'agriculture urbaine, préservant ainsi la biodiversité. Ce bâtiment intelligent est multicertifié et labellisé HQE « Excellent », E+C–, Biodiversity, OsmoZ, R2S. »

Camille Gehin,
directrice générale La Poste Immobilier, filiale du groupe La Poste

20 260
heures d'insertion sociale ont été réalisées sur le chantier, en partenariat avec Nantes Métropole et France Travail.

Petites communes, financer de grands projets, c'est possible !

Transitions écologique, numérique, démographique… Les défis à relever pour les communes sont nombreux et elles sont toutes appelées à investir, malgré des marges de manœuvre financières souvent limitées. Des solutions existent, y compris pour les petites communes, pour leur permettre de mener à bien leurs projets.

Dans un contexte marqué par les effets du changement climatique, par les impératifs de modernisation des équipements publics et par la généralisation de l'usage du numérique, les communes françaises sont en première ligne. Rénover une école, créer des équipements sportifs, faire évoluer une flotte de véhicules vers l'électrique, réhabiliter des bâtiments communaux ou déployer la fibre optique : les projets se multiplient et deviennent de plus en plus coûteux. Selon une étude menée par La Banque Postale et l'Institute for Climate Economics (I4CE) [1], rien que pour répondre aux objectifs de la stratégie française sur l'énergie et le climat, les collectivités devront investir, en moyenne, 11 milliards d'euros supplémentaires par an d'ici à 2030 dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie. Les besoins sont importants dans les communes, car celles de moins de 10 000 habitants connaissent un fort ralentissement de la progression de leur épargne brute, et celles de plus de 10 000 habitants subissent une baisse de cette épargne.

Financer toutes les communes

Premier prêteur bancaire [2] des collectivités locales depuis 2015, La Banque Postale déploie toute une gamme d'outils financiers adaptés aux besoins de toutes les communes, sans condition de taille. Crédits à long terme dès 40 000 euros empruntés, lignes de trésorerie sur trois cent soixante-quatre jours, prêts relais dans l'attente du versement de subventions : chaque solution est pensée pour convenir à la réalité des territoires. La Communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing (19 000 habitants), en Seine-et-Marne, a pu financer les travaux de déploiement de la fibre sur les sites isolés, grâce à un prêt social de 392 000 euros. Dans le Pas-de-Calais, c'est un prêt social de 3 millions d'euros qui a été accordé à la commune d'Ambleteuse (2 105 habitants) pour financer la rénovation d'infrastructures sportives.

Aider à obtenir des subventions

Si les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales s'élevaient à 54,8 milliards d'euros en 2024, la recherche de subventions s'apparente à un parcours du combattant pour une petite structure aux moyens humains limités. Et parce que la recherche d'aides publiques est aussi un levier important pour permettre aux communes d'optimiser leur plan de financement, La Banque Postale se positionne comme facilitateur. Son service Subzen permet aux collectivités d'identifier les bons interlocuteurs et assure la préparation comme le suivi des dossiers pour maximiser le taux de subventionnement. En Seine-Maritime, par exemple, la commune de Maromme (11 000 habitants) a ainsi pu engager la réhabilitation de l'hôtel de ville ainsi qu'une extension de sa médiathèque avec l'appui de La Banque Postale.

(1) « Panorama des financements climat des collectivités locales », septembre 2024. (2) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

À Boulbon, rénover pour consommer moins et mieux

Dans la petite commune de Boulbon (1 530 habitants), située dans les Bouches-du-Rhône, la réhabilitation de deux bâtiments communaux – un ancien presbytère et une ancienne école – pour les transformer en logements à loyers encadrés et en locaux associatifs, avait comme priorités de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort d'usage. Pour mener à bien ce projet structurant, la municipalité a d'abord bénéficié d'un prêt vert complété par un prêt relais qui ont permis de préfinancer les subventions attendues. Une solution doublement avantageuse, saluée par Jérémie Becciu, le maire de Boulbon : « Le soutien de La Banque Postale a été déterminant pour transformer des structures classées F en logements classés A. Cette collaboration fructueuse a permis de maintenir notre jeunesse dans le village et de dynamiser notre tissu associatif et commercial. »

Témoignage

« La commune avait un déficit de plus de 1 million d'euros, à ma prise de fonction. La Banque Postale a répondu présente en nous accordant un prêt social pour financer les travaux d'extension d'une école et d'équipement de la maison de la culture : c'est grâce à cet emprunt que ces projets importants ont pu démarrer. Au-delà d'un prêt, c'est un partenariat précieux qui a aidé la collectivité, alors en grande difficulté financière. »

Victor Denouvion,
maire de la commune de Saint-Jory (Haute-Garonne) (8 311 habitants)

RETROUVEZ LES SOLUTIONS DE LA BANQUE POSTALE POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN SCANNANT CE QR CODE

Un comité au service des territoires

Créé par La Banque Postale, le comité d'orientation des finances locales réunit des élus locaux, d'anciens parlementaires et des experts du secteur public. Son rôle : éclairer les choix stratégiques de La Banque Postale en matière d'offre et de services pour les collectivités. Véritable instance de dialogue, le comité suit de près l'évolution des besoins des territoires, l'actualité du secteur public local, tout comme les grandes tendances en matière de financement. Il contribue ainsi à adapter les solutions proposées – comme les prêts verts, les outils d'analyse financière ou l'accompagnement Subzen – aux réalités de terrain. C'est aujourd'hui un levier essentiel pour faire de La Banque Postale un partenaire engagé et toujours à l'écoute des collectivités.

LA BANQUE POSTALE, UN ACTEUR CLÉ DANS LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Ancrée au cœur des territoires, La Banque Postale accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets d'investissement : mobilité durable, modernisation des infrastructures, digitalisation des services, cohésion sociale… Et ce, quel que soit leur besoin, quelle que soit leur taille.

AUX CÔTÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1er prêteur
des collectivités locales pour la 10e année consécutive (1)

11,8 Mds€ de prêts
accordés au secteur public local

Près de **1 prêt sur 2**
octroyé à une commune de moins de 10 000 habitants

400 collaborateurs
en région dédiés aux personnes morales et au secteur public local, dont 120 chargés d'affaires spécialisés sur le secteur public

AU SERVICE DES GRANDES TRANSITIONS

1,9 Md€ de prêts verts et sociaux
octroyés aux collectivités locales

1,53 Md€ de prêts
accordés au logement social, à la santé et au milieu associatif

1 association sur 10
en France est cliente de La Banque Postale

ENGAGÉE POUR LA PLANÈTE

1re banque
engagée à sortir du financement des énergies fossiles à l'horizon 2030

Données 2024 – (1) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

Traits d'union

#dynamiser

La Poste accompagne l'agglomération Saumur Val de Loire, en organisant une consultation citoyenne pour comprendre les comportements de mobilité des habitants. Essentielle à la démocratie, celle-ci combine des outils numériques et des échanges physiques, permettant aux citoyens de participer aux décisions.

P. 12

#accompagner

Educap City, parcours civique et sportif pour les jeunes, transmet des valeurs universelles et républicaines. Ce programme d'éducation populaire unit institutions, société civile et acteurs économiques. La Poste, engagée en faveur de la cohésion sociale, était partenaire de cet événement à Pornic.

P. 14

#dynamiser

Consultation citoyenne : Saumur Val de Loire montre la voie

La communauté d'agglomération Saumur Val de Loire a fait appel à La Poste pour organiser une large consultation citoyenne autour de son réseau de bus, Ogalo.

Cette démarche a permis de recueillir les attentes, les freins et les besoins des habitants en matière de mobilité.
Grâce à cette participation active, le nouveau réseau, lancé le 7 avril 2025, est désormais plus simple, plus lisible et mieux adapté aux usages quotidiens.

Soutenir les collectivités dans la mise en œuvre de la participation citoyenne

Dans une volonté de renforcer la démocratie locale, La Poste accompagne les collectivités dans l'organisation de consultations citoyennes. Ce dispositif permet aux habitants de s'impliquer activement dans les décisions qui les concernent, en exprimant leurs besoins, leurs attentes et leurs idées. Le fonctionnement repose sur une approche hybride, combinant outils numériques et initiatives physiques pour toucher l'ensemble de la population, y compris les publics éloignés du numérique.
La communauté d'agglomération a mobilisé plusieurs outils digitaux pour favoriser la participation : une plateforme de consultation en ligne a permis aux citoyens de s'exprimer sur plusieurs semaines; les réseaux sociaux (Facebook, X, Instagram) ont relayé les informations sur les modalités de participation, organisé des sondages et recueilli des avis; et une application mobile a été mise à disposition, pour faire un signalement citoyen, proposer des idées et suivre les projets communautaires. Pour compléter cette approche, des initiatives physiques ont été mises en place : réunions publiques, ateliers participatifs, permanences d'information. La Poste a également déployé des médiateurs dans les bureaux de poste et dans des lieux de passage, comme les marchés ou la gare de Saumur. Cette présence sur le terrain a permis de toucher une population plus large, notamment les personnes éloignées du numérique, assurant ainsi une participation représentative.

2,3 millions d'euros ont été alloués à la modernisation du réseau de bus de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire.

« La synergie entre le numérique et le physique est cruciale pour une participation citoyenne efficace. Les outils digitaux permettent d'atteindre un public plus large, notamment les jeunes et les personnes éloignées géographiquement, tandis que les initiatives physiques renforcent le lien social et la confiance entre les citoyens et les élus. À La Poste, nous avons développé une offre de participation citoyenne qui combine ces deux dimensions, et nous constatons une augmentation significative de l'engagement et de la satisfaction des habitants. L'exemple de l'agglomération Saumur Val de Loire est particulièrement inspirant, et nous espérons que d'autres collectivités suivront cette voie. »

Corinne Journy,
directrice de programme secteur public à La Poste

Une logistique publique performante au service des territoires

Pour garantir des livraisons rapides, fiables et traçables, l'Union des groupements d'achats publics (UGAP) s'appuie, depuis un an, sur l'expertise logistique de La Poste avec sa solution Log'issimo. Ainsi, en Vendée, les facteurs ont livré les matériels informatiques commandés par le Centre hospitalier départemental et la Caisse d'allocations familiales (CAF).

Seule centrale d'achats publics généraliste en France, l'UGAP facilite les commandes de matériels pour les collectivités territoriales, les administrations, les établissements publics de l'État, le secteur social et les établissements de santé. Elle se distingue par son fonctionnement « achat pour revente », son engagement en faveur des politiques publiques et sa capacité à simplifier l'accès à une offre large et immédiatement disponible.

Lorsque le fournisseur ne peut assurer la livraison, les commandes sont prises en charge par la plateforme logistique de Roye, dans la Somme. La Poste y gère le stockage, la préparation et l'expédition des produits dans le cadre de l'offre UGAP Pack Services +. L'objectif : livrer partout en France du mobilier de bureau, scolaire et collectif, des équipements généraux et informatiques, et des fournitures administratives. Dans les Pays de la Loire, les agences Log'issimo d'Angers, de Saint-Nazaire, du Mans, de La Roche-sur-Yon, de Nantes et de Laval prennent le relais pour assurer la livraison de proximité. Elles permettent ainsi une logistique du dernier kilomètre adaptée aux besoins des acteurs publics locaux, tout en favorisant la mutualisation des flux et la réduction des émissions de CO_2. Ce partenariat incarne une logistique publique agile et durable, au service de la performance des territoires et de la transition écologique.

Mutualiser les flux pour une logistique plus responsable

Pour répondre aux besoins logistiques des entreprises et des collectivités, La Poste s'appuie sur son réseau de 120 plateformes en France et propose des solutions sur mesure avec Log'issimo : collecte, préparation de commandes, stockage de marchandises, livraison sur mesure. Comme pour l'UGAP, La Poste intègre les marchandises complémentaires à ses 13 500 tournées de facteurs. Les flux de marchandises sont ainsi mutualisés pour rationaliser les déplacements, réduire l'impact environnemental des livraisons et désencombrer la circulation dans la ville. Des transports en mode doux tels que les vélos-cargos, les voitures électriques et les camions GNV (1) sont également déployés.

(1) Gaz naturel véhicule.

#accompagner

Rallye Educap City : les jeunes font étape au bureau de poste de Pornic

Cette année, c'était déjà la 13e édition d'Educap City : un parcours national d'orientation, civique et sportif, destiné aux jeunes.

Ce programme d'éducation populaire, véritable pacte de fraternité unissant les institutions, la société civile et les acteurs économiques, cherche à transmettre et à partager des valeurs universelles et républicaines auprès de la jeunesse. En tant qu'acteur de la cohésion sociale, La Poste est un partenaire engagé de cet événement citoyen.
En région Pays de la Loire, la ville de Pornic a organisé l'événement le 18 avril dernier. Près de 150 enfants des classes de CM2 ont participé à un grand parcours d'orientation dans les rues de la ville, l'explorant ainsi sous un nouvel angle. Lors de ce véritable cours d'éducation civique grandeur nature, les jeunes ont pu découvrir près de quinze points de passage, chacun dédié à diverses thématiques citoyennes et locales. Guidée par une feuille de route, chaque équipe, composée de six jeunes et d'un encadrant, était aidée d'une carte de la ville et d'un questionnaire, afin d'explorer les lieux clés et les curiosités de la commune.

Échanges avec les postiers, une expérience citoyenne

Cette année, le bureau de poste de Pornic a de nouveau participé au rallye. « C'est la deuxième année que j'ai le plaisir d'accueillir les enfants au sein du bureau de poste, confie Paul Potier, le directeur du secteur. À La Poste on attache beaucoup d'importance au maillage territorial, et je suis convaincu que ce type d'initiative a un réel impact. C'est une manière concrète de s'impliquer dans la vie locale, de collaborer avec les commerçants et de contribuer à la dynamique économique du secteur. » Le défi proposé aux jeunes consistait à répondre à 3 questions, permettant de tester leurs connaissances postales, tout en s'amusant et en gagnant le plus de points possibles. L'occasion aussi d'échanger avec les équipes de l'établissement et de découvrir plus concrètement les métiers des postiers.

115 534 enfants ont participé au rallye Educap City, tour de France de la citoyenneté, du civisme et de la fraternité, depuis sa création, en 2016.

« À travers Educap City, les jeunes découvrent leur ville d'une manière sportive et d'un point de vue patrimonial et institutionnel. Ils vont à la rencontre des associations et des professionnels. Ils apprennent les règles en société, la citoyenneté et le civisme. Les meilleures équipes participent au rallye national, à Paris. Inscrit au patrimoine de la ville de Pornic depuis des années, cet événement promeut l'éducation citoyenne. La participation de La Poste renforce cette initiative, la faisant connaître auprès de diverses populations. C'est une belle mise en valeur de la collectivité et de l'éducation citoyenne. »

Jean Montaville,
adjoint au maire de Pornic, chargé des sports et des affaires maritimes

La Poste accompagne les collectivités dans l'analyse des besoins sociaux

À Allonnes, le centre communal d'action sociale (CCAS) a récemment bénéficié de l'accompagnement de Geoptis pour réaliser son analyse des besoins sociaux (ABS).

Essentiel pour répondre aux obligations réglementaires définies par l'article R. 123-1 du Code de l'action sociale et des familles, ce diagnostic socio-démographique permet aux collectivités de mieux comprendre les besoins de leur population et de planifier des actions adaptées.
Pour établir l'ABS d'Allonnes, Émilie Pelzak, la directrice du CCAS, et Thomas Louche, le directeur des services à la population ont souhaité croiser la connaissance du terrain des techniciens, des élus et des partenaires avec les statistiques et les données territoriales de Geoptis, filiale du groupe La Poste. Cette complémentarité permet d'obtenir une vision globale et précise des besoins sociaux de la commune. De cette coopération est née la solution ABS, désormais proposée par Geoptis à l'ensemble des collectivités, pour faciliter la collecte, l'analyse et la restitution des données socio-démographiques du territoire. Grâce à une plateforme de datavisualisation, les collectivités peuvent accéder à 177 indicateurs couvrant des thématiques variées, tels que la population, la mobilité, le revenu, la santé, le logement ou les prestations sociales.
Ces données, régulièrement mises à jour, permettent de dresser un état des lieux objectif et de prioriser les actions à mener. Disponibles sous forme de graphiques et de cartes, les rapports sont faciles à partager avec les élus, les partenaires et les administrés.
Cette initiative témoigne de la capacité des acteurs locaux et de La Poste à porter l'innovation territoriale au bénéfice des politiques publiques et des citoyens.

« Mesurer l'action publique est essentiel, mais rassembler les données est chronophage et source d'erreurs. Avec Geoptis, nous disposons de chiffres fiables et factuels. On peut se comparer aux villes de même strate, ce qui est intéressant. Cet outil permet des analyses thématiques utiles aux projets municipaux. Par exemple, deux projets majeurs pour les personnes âgées sont en cours : un pôle seniors et une résidence autonomie. Si la construction des bâtiments est déjà engagée, la définition des usages et des services à y intégrer reste à préciser. Les données de Geoptis constituent un appui précieux pour orienter cette réflexion et structurer un projet en phase avec les besoins des habitants. »

Émilie Pelzak,
directrice du centre communal d'action sociale d'Allonnes

« Les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures »

Avec des ressources contraintes, les petites villes doivent redoubler d'agilité pour continuer à investir et à répondre aux besoins de leurs habitants. **Philippe Baeteman,** maire de Bouglainval (28) et responsable d'études financières à La Banque Postale, décrypte les évolutions budgétaires et souligne le rôle essentiel d'une banque de proximité pour accompagner ces territoires qui totalisent 39 % de la population française.

MINI-CV

Depuis 2014
Responsable des études sur les finances des collectivités locales (communes, intercommunalités et syndicats) à la direction des études et de la recherche de La Banque Postale

1997-2013
Responsable de la gestion de projets informatiques au sein du service financier de La Poste puis de celui de La Banque Postale

Depuis 2005
maire de la commune de Bouglainval, en Eure-et-Loir (754 habitants)

REFLEXIONS

Quelle était la situation financière des petites communes il y a dix ou quinze ans ?
À cette époque, les petites collectivités bénéficiaient d'un environnement budgétaire plus prévisible et affichaient des revenus supérieurs aux dépenses qui leur permettaient de cumuler de l'épargne brute année après année. Elles profitaient également de taux d'intérêt très bas – inférieurs à 1 % pour des emprunts sur vingt ans, par exemple – et préféraient donc emprunter pour étaler le financement de leurs projets sur vingt, vingt-cinq ou trente ans, plutôt que de devoir toucher à leur bas de laine.

Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?
Avec la crise, l'inflation et les taux d'intérêt qui ont augmenté, elles ont désormais tendance à puiser dans leur réserve de trésorerie. Pour la seconde année, on constate, dans notre étude[1], que les petites villes mobilisent leur trésorerie au service de l'investissement à hauteur de 0,8 milliard d'euros et que, dans le même temps, le recours à l'emprunt est en recul de 0,7 %. Pourquoi ? Parce que, d'un côté, les dépenses ne cessent d'augmenter – on parle d'une progression de 17,2 % sur la période 2019-2024 –, ce qui impacte les communes sur le long terme. On peut citer, par exemple, l'augmentation à venir du taux de cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), qui va passer de 30,5 % à 42,5 % en 2028. Cela représente environ 250 millions d'euros de dépenses par an jusqu'en 2028 pour les communes de 2500 à 25000 habitants. La multiplication des normes imposées aux collectivités, qu'elles soient énergétiques ou autres, pèsent aussi sur leurs finances. Résultat : les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures et manquent de visibilité sur les recettes et les subventions à venir. Et, de l'autre côté, le produit des impôts fonciers a progressé de 3 milliards d'euros, soit deux fois moins que l'évolution des dépenses. La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales à partir de 2019, par exemple, a privé les communes d'un levier fiscal direct.

Dans ce contexte, comment La Banque Postale se positionne-t-elle pour répondre aux besoins des communes ?
C'est par notre connaissance des enjeux des territoires et notre présence pour toutes les communes, qu'elles soient rurales ou de grandes métropoles, que nous sommes depuis 10 ans leader du financement bancaire des collectivités. Et à ma connaissance, elle est la seule banque qui possède un service d'études dont les analyses sont reconnues par le ministère de l'Économie et des Finances, la Cour des comptes ou les associations d'élus. C'est un niveau d'expertise qui est rassurant pour les collectivités qui sollicitent La Banque Postale pour qu'elle leur apporte une solution de financement. Et ça, c'est vraiment différenciant.

(1) « Regard financier sur les petites villes », étude publiée par l'Association des petites villes de France et La Banque Postale, juin 2025.

DÉCOUVREZ L'ÉTUDE « REGARD FINANCIER SUR LES PETITES VILLES »
EN SCANNANT CE QR CODE